O.I.C. 2000/63
FAMILY PROPERTY AND CHILD SUPPORT ACT

FAMILY PROPERTY AND SUPPORT ACT

Pursuant to section 66 of the *Family Property and Support Act*, the Commissioner in Executive Council orders as follows:

1 The annexed regulation entitled *Yukon Child Support Guidelines* is hereby made.

Dated at Whitehorse, in the Yukon Territory, this 9 day of March, 2000.

Commissioner of the Yukon

DÉCRET 2000/63
LOI SUR LE PATRIMOINE FAMILIAL ET L'OBLIGATION ALIMENTAIRE

LOI SUR LE PATRIMOINE FAMILIAL ET L'OBLIGATION ALIMENTAIRE

Le Commissaire en conseil exécutif, conformément à l'article 66 de la *Loi sur le patrimoine familial et l'obligation alimentaire*, décrète ce qui suit :

1 Sont établies les *Lignes directrices du Yukon sur les pensions alimentaires pour enfants* paraissant en annexe.

Fait à Whitehorse, dans le territoire du Yukon, ce 9 mars 2000.

Commissaire du Yukon

YUKON CHILD SUPPORT GUIDELINES

Objectives

1 The objectives of these Guidelines are

(a) to establish a fair standard of support for children that ensures that they benefit from the financial means of both parents if the parents separate;

(b) to reduce conflict and tension between parents by making the calculation of child support orders more objective;

(c) to improve the efficiency of the legal process by giving courts and parents guidance in setting the levels of child support and encouraging settlement; and

(d) to ensure consistent treatment of parents and their children who are in similar circumstances.

INTERPRETATION

Definitions

2(1) In these Guidelines

"income" means the annual income determined under sections 15 to 20; « *revenu* »

"child" means a child as defined in the Act who is a dependant as defined in Part 3 of the Act; « *enfant* »

"child support" means support that a parent is obligated under Part 3 of the Act to provide to their child; « *pension alimentaire pour enfants* »

"table" means,

(a) if the parent against whom an order for child support is sought ordinarily resides in Yukon, the Child Support Table for Yukon referred to in Schedule I,

(b) if the parent against whom an order for child

LIGNES DIRECTRICES DU YUKON SUR LES PENSIONS ALIMENTAIRES POUR ENFANTS

Objectifs

1 Les présentes lignes directrices visent à :

a) établir des normes équitables en matière de soutien alimentaire des enfants afin de leur permettre de bénéficier des ressources financières des parents s'ils se séparent;

b) réduire les conflits et les tensions entre les parents en rendant le calcul du montant des ordonnances alimentaires plus objectif;

c) améliorer l'efficacité du processus judiciaire en guidant les tribunaux et les parents dans la détermination du montant de telles pensions alimentaires et en favorisant le règlement des affaires;

d) assurer un traitement uniforme des parents et de leurs enfants qui se trouvent dans des situations semblables les unes aux autres.

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Définitions

2(1) Les définitions qui suivent s'appliquent aux présentes lignes directrices.

« enfant » Enfant, au sens de la loi, qui est une personne à charge au sens de la partie 3 de la loi. "*child*"

« pension alimentaire » S'entend d'une pension alimentaire au profit d'un enfant due par un parent, conformément à la partie 3 de la loi. "*child support*"

« revenu » Revenu annuel déterminé conformément aux articles 15 à 20. "*income*"

« table » S'entend :

a) de la Table de pensions alimentaires pour enfants, paraissant à l'annexe I des présentes, lorsque le parent à l'encontre duquel une demande pour une ordonnance alimentaire a été

support is sought ordinarily resides elsewhere in Canada, the table set out in the Federal Child Support Guidelines for the province or territory in which the parent ordinarily resides at the time the child support order is sought,

(c) if the parent against whom an order for child support is sought ordinarily resides outside Canada or if the ordinary residence of the parent is unknown,

(i) the Child Support Table for Yukon adopted by Schedule 1 if the other parent applying for the order resides in Yukon, or

(ii) the table set out in Schedule I to the Federal Child Support Guidelines for the province or territory in which the parent applying for the order ordinarily resides.
« *table* »

(2) Where, for the purposes of these Guidelines, any amount is determined on the basis of specified information, the most current information must be used.

AMOUNT OF CHILD SUPPORT

Amount of child support - presumptive rule

3(1) Unless otherwise provided under these Guidelines, if the child to whom the order for child support relates is under the age of majority, the amount of child support to be ordered for a child is

(a) the amount set out in the applicable table, according to the number of children under the age of majority to whom the order relates and the income of the parent against whom the order is to be made; and

(b) the amount, if any, determined under section 7.

(2) Unless otherwise provided under these Guidelines, if the child to whom the order for child support relates is at least the age of majority, the amount of child support to be

déposée réside habituellement au Yukon:

b) pour une personne qui réside ailleurs qu'au Yukon, de la table fédérale de pensions alimentaires pour enfants pour une province ou un territoire lorsque le parent à l'encontre duquel une demande pour une ordonnance alimentaire a été déposée y réside habituellement lors du dépôt;

c) lorsque le parent à l'encontre duquel une demande pour une ordonnance alimentaire a été déposée réside habituellement à l'extérieur du Canada ou que sa résidence habituelle est inconnue :

(i) de la Table de pensions alimentaires pour enfants, paraissant à l'annexe I des présentes, si le parent qui demande l'ordonnance réside au Yukon,

(ii) de la table paraissant à l'annexe I des Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants, qui s'applique à la province ou au territoire où réside habituellement le père ou la mère qui demande l'ordonnance. "*table*"

(2) La détermination de tout montant aux fins des présentes lignes directrices se fait selon les renseignements les plus à jour.

MONTANT DE LA PENSION ALIMENTAIRE

Règle général

3(1) Sauf disposition contraire des présentes lignes directrices, le montant de la pension alimentaire à l'égard d'enfants mineurs est égal à la somme des montants suivants :

a) le montant prévu dans la table applicable, selon le nombre d'enfants mineurs visés par l'ordonnance et le revenu du parent faisant l'objet de la demande;

b) le cas échéant, le montant déterminé en application de l'article 7.

(2) Sauf disposition contraire des présentes lignes directrices, le montant de la pension alimentaire à l'égard d'un enfant majeur visé par l'ordonnance est :

ordered for the child is

(a) the amount determined by applying these Guidelines as if the child were under the age of majority; or

(b) if the court considers that approach to be inappropriate, the amount that it considers appropriate, having regard to the condition, means, needs, and other circumstances of the child and the financial ability of each parent to contribute to the support of the child.

a) le montant déterminé en application des présentes lignes directrices comme si l'enfant était mineur;

b) si le tribunal est d'avis que cette approche n'est pas indiquée, tout montant qu'il juge indiqué compte tenu des ressources, des besoins et, d'une façon générale, de la situation de l'enfant, ainsi que de la capacité financière de chaque parent de contribuer au soutien alimentaire de l'enfant.

Annual income over $150,000

4 If the annual income of the parent against whom the child support order is sought is over $150,000, the amount of child support to be ordered is,

(a) the amount determined under section 3; or

(b) if the court considers that amount to be inappropriate,

(i) in respect of the first $150,000 of the parent's income, the amount set out in the table for the number of children under the age of majority to whom the order relates,

(ii) in respect of the balance of the parent's income, the amount that the court considers appropriate, having regard to the condition, means, needs, and other circumstances of the children who are entitled to child support and the financial ability of each parent to contribute to the support of the children, and

(iii) the amount, if any, determined under section 7.

Revenu supérieur à 150 000 $

4 Lorsque le revenu du parent faisant l'objet de la demande d'ordonnance alimentaire est supérieur à 150 000 $, le montant de la pension est le suivant :

a) le montant déterminé en application de l'article 3;

b) si le tribunal est d'avis que ce montant n'est pas indiqué :

(i) pour les premiers 150 000 $, le montant prévu dans la table, selon le nombre d'enfants mineurs visés par l'ordonnance,

(ii) pour l'excédent, tout montant que le tribunal juge indiqué compte tenu des ressources, des besoins et, d'une façon générale, de la situation des enfants en cause, ainsi que de la capacité financière de chaque parent de contribuer à leur soutien alimentaire,

(iii) le cas échéant, le montant déterminé en application de l'article 7.

Person in place of a parent

5 Where the parent against whom an order for child support is sought is not a birth parent or an adoptive parent of the child, the amount of child support to be ordered is, in respect of that parent, such amount as the court considers appropriate, having regard to these Guidelines and any other parent's obligation to provide child support.

Personne tenant lieu de père ou de mère

5 Si le parent faisant l'objet de la demande d'ordonnance alimentaire n'est pas un parent naturel ou un parent adoptif d'un enfant, le montant de la pension alimentaire pour ce parent est le montant que le tribunal juge indiqué compte tenu des présentes lignes directrices et de toute autre obligation légale de fournir un soutien alimentaire pour enfants que peut avoir un parent.

Medical and dental insurance

6 When making an order for child support, if medical

Assurances médicale et dentaire

6 En rendant l'ordonnance alimentaire, le tribunal

or dental insurance coverage for the child is available to either parent through his or her employer, or otherwise at a reasonable rate, the court may order that coverage be acquired or continued.

Special or extraordinary expenses

7(1) When making an order for child support , the court may provide for an amount to cover the following expenses, or any portion of those expenses, taking into account the necessity of the expense in relation to the child's best interests and the reasonableness of the expense, having regard to the means of the parents and those of the child and, if applicable, to the spending pattern of the parents in respect of the child

(a) child care expenses incurred as a result of the custodial parent's employment, illness, disability, or education or training for employment;

(b) the portion of the medical and dental insurance premiums attributable to the child;

(c) health-related expenses that exceed insurance reimbursement by at least $100 annually, including

(i) orthodontic treatment,

(ii) professional counselling provided by a psychologist, social worker, psychiatrist, or any other person,

(iii) physiotherapy, occupational therapy, speech therapy, and

(iv) prescription drugs, hearing aids, glasses, and contact lenses;

(d) extraordinary expenses for primary or secondary school education or for any educational programs that meet the child's particular needs;

(e) expenses for post-secondary education; and

(f) extraordinary expenses for extracurricular activities.

peut enjoindre à l'un des parents de contracter ou de maintenir une assurance médicale ou dentaire au profit de l'enfant, si une telle assurance est disponible par l'entremise de l'employeur du parent ou autrement à un taux raisonnable.

Dépenses spéciales ou extraordinaires

7(1) Le tribunal peut prévoir dans l'ordonnance alimentaire un montant pour couvrir tout ou partie des dépenses suivantes compte tenu de leur nécessité par rapport à l'intérêt de l'enfant et de leur caractère raisonnable par rapport aux ressources des parents et de l'enfant et, le cas échéant, aux habitudes de dépenses des parents à l'égard de l'enfant :

a) les frais de garde de l'enfant engagés pour permettre au parent en ayant la garde d'occuper un emploi, ou de poursuivre des études ou de recevoir de la formation en vue d'un emploi, ou engagés en raison d'une maladie ou d'une invalidité du parent;

b) la portion des primes d'assurance médicale et dentaire attribuable à l'enfant;

c) les frais relatifs aux soins de santé dépassant d'au moins cent dollars par année le montant que la compagnie d'assurance rembourse, notamment :

(i) les traitements orthodontiques,

(ii) les consultations professionnelles d'un psychologue, travailleur social, psychiatre ou toute autre personne,

(iii) la physiothérapie, l'ergothérapie, ou l'orthophonie,

(iv) les médicaments délivrés sur ordonnance, les prothèses auditives, les lunettes et les lentilles cornéennes;

d) les frais extraordinaires relatifs aux études primaires ou secondaires ou à tout autre programme éducatif qui répond aux besoins particuliers de l'enfant;

e) les frais relatifs aux études postsecondaires;

f) les frais extraordinaires relatifs aux activités parascolaires.

(2) The guiding principle in determining the amount of an expense referred to in subsection (1) is that the expense is shared by the parents in proportion to their respective incomes after deducting from the expense any contribution from the child.

(3) When determining the amount of an expense referred to in subsection (1), the court must take into account any subsidies, benefits, or income tax deductions or credits relating to the expense, and any eligibility to claim a subsidy, benefit, or income tax deduction or credit relating to the expense.

Split custody

8 Where each parent has custody of one or more children, the amount of child support to be ordered is the difference between the amount that each parent would pay if such an order were made against each parent.

Shared custody

9 Where a parent exercises a right of access to, or has physical custody of, a child for not less than 40 per cent of the time over the course of a year, the amount of child support for the child must be determined by taking into account

(a) the amounts set out in the applicable tables for each of the parents;

(b) the increased costs of shared custody arrangements; and

(c) the condition, means, needs, and other circumstances of each parent and of any child for whom child support is sought.

Undue hardship

10(1) A court may award an amount of child support that is different from the amount determined under any of sections 3 to 5, 8, or 9 if the court finds that the parent making the request, or a child in respect of whom the request is made, would otherwise suffer undue hardship.

(2) Circumstances that may cause a parent or child to suffer undue hardship include

(a) the parent has responsibility for an unusually high level of debts reasonably incurred to support

(2) La détermination du montant des dépenses aux termes du paragraphe (1) procède du principe qu'elles sont partagées en proportion du revenu de chaque parent, déduction faite de la contribution fournie par l'enfant.

(3) Lorsqu'il calcule le montant des dépenses visées au paragraphe (1), le tribunal tient compte de tout avantage ou subvention, ou déduction ou crédit d'impôt, relatifs aux dépenses, ou de l'admissibilité à celles-ci.

Garde exclusive

8 Si les deux parents ont chacun la garde d'un ou de plusieurs enfants, le montant de la pension alimentaire est égal à la différence entre les montants que les parents auraient à payer si chacun d'eux faisait l'objet d'une demande d'ordonnance alimentaire.

Garde partagée

9 Si un parent exerce son droit d'accès auprès d'un enfant, ou en a la garde physique, pendant au moins 40 % du temps au cours d'une année, le montant de la pension alimentaire est déterminé compte tenu :

a) des montants figurant dans les tables applicables à l'égard de chaque parent;

b) des coûts plus élevés associés à la garde partagée;

c) des ressources, des besoins et, d'une façon générale, de la situation de chaque époux et de tout enfant pour lequel une pension alimentaire est demandée.

Difficultés excessives

10(1) Le tribunal peut fixer comme montant de la pension alimentaire un montant différent de celui qui serait déterminé en application des articles 3 à 5, 8 et 9, s'il conclut que, sans cette mesure, le parent qui fait cette demande ou tout enfant visé par celle-ci éprouverait des difficultés excessives.

(2) Des difficultés excessives peuvent résulter, notamment :

a) des dettes anormalement élevées qui sont raisonnablement contractées par un parent pour

the parents and their children or to earn a living;

(b) the parent has unusually high expenses in relation to exercising access to a child;

(c) the parent has a legal duty under a judgement, order, or written separation agreement to support any person;

(d) the parent has a legal duty to support a child who is

(i) under the age of majority, or

(ii) at least the age of majority but is unable, by reason of illness, disability, or other cause, to obtain the necessaries of life, but who is not a child of the parent against whom the order for child support is sought; and

(e) the parent has a legal duty to support a child, other than the child who is the subject of this application, who is under the age of majority or who is enrolled in a full time course of education; and

(f) the parent has a legal duty to support any person who is unable to obtain the necessaries of life due to an illness or disability.

soutenir les parents et les enfants ou pour gagner un revenu;

b) des frais anormalement élevés liés à l'exercice par un parent du droit d'accès auprès des enfants;

c) des obligations légales d'un parent découlant d'un jugement, d'une ordonnance ou d'une entente de séparation écrite pour le soutien alimentaire de toute personne;

d) des obligations légales d'un parent pour le soutien alimentaire d'un enfant qui :

(i) n'est pas majeur,

(ii) est majeur, sans pouvoir, pour cause notamment de maladie ou d'invalidité, subvenir à ses propres besoins et qui n'est pas l'enfant du parent faisant l'objet de la demande;

e) des obligations légales d'un parent pour le soutien alimentaire d'un enfant, autre qu'un enfant qui est le sujet de la présente demande, qui est d'âge mineur ou qui est inscrit dans un programme d'études à temps plein;

f) des obligations légales d'un parent pour le soutien alimentaire de toute personne qui ne peut subvenir à ses propres besoins pour cause de maladie ou d'invalidité.

(3) Despite a determination of undue hardship under subsection (1), an application under that subsection must be denied by the court if it is of the opinion that the household of the parent who claims undue hardship would, after determining the amount of child support under any of sections 3 to 5, 8, or 9, have a higher standard of living than the household of the other parent.

(4) In comparing standards of living for the purpose of subsection (3), the court may use the comparison of household standards of living test referred to in Schedule 2.

(5) If the court awards a different amount of child support under subsection (1), it may specify, in the order for child support a reasonable time for the satisfaction of any obligation arising from circumstances that cause undue hardship and the amount payable at the end of that time.

(3) Même s'il conclut à l'existence de difficultés excessives, le tribunal doit rejeter la demande faite en application du paragraphe (1) s'il est d'avis que le ménage du parent qui les invoque aurait, par suite de la détermination du montant de la pension alimentaire en application des articles 3 à 5, 8 et 9, un niveau de vie plus élevé que celui du ménage de l'autre parent.

(4) Afin de comparer les niveaux de vie des ménages visés au paragraphe (3), le tribunal peut utiliser la méthode prévue à l'annexe 2.

(5) S'il rajuste le montant de la pension alimentaire en vertu du paragraphe (1), le tribunal peut, dans l'ordonnance, prévoir une période raisonnable pour permettre au parent de satisfaire aux obligations qui causent des difficultés excessives et fixer le montant de celle-ci à l'expiration de cette période.

(6) If the court makes an order for child support in a different amount under this section, it must record its reasons for doing so.

ELEMENTS OF A CHILD SUPPORT ORDER

Information to be specified in order

11 An order for child support must include

(a) the name and birth date of each child to whom the order relates;

(b) the income of any parents whose income is used to determine the amount of the child support to be paid;

(c) the amount determined under paragraph 3(1)(a) for the number of children to whom the order relates;

(d) the amount determined under paragraph 3(2)(b) for a child the age of majority or over;

(e) the particulars of any expense described in subsection 7 (1), the child to whom the expense relates, and the amount of the expense or, where the expense must be incurred but the amount cannot yet be determined, the proportion to be paid in relation to the expense; and

(f) the date on which the lump sum or first payment is payable and the day of the month or other time period on which all subsequent payments are to be made.

VARIATION OF ORDERS FOR CHILD SUPPORT

Circumstances for variation

12 For the purposes of subsection 42(2.1)of the Act any one of the following constitutes a change of circumstances:

(a) if the amount of child support includes a determination made in accordance with the table, any change in circumstances that would result in a different order for the support of the child; and

(b) if the amount of child support does not include a determination made in accordance with

(6) Le tribunal doit enregistrer les motifs de sa décision de rajuster le montant de l'ordonnance alimentaire en vertu du présent article.

ÉLÉMENTS DE L'ORDONNANCE ALIMENTAIRE

Détail de l'ordonnance

11 L'ordonnance alimentaire doit contenir les renseignements suivants :

a) les nom et date de naissance des enfants visés par elle;

b) le revenu de tout parent qui a servi à la détermination du montant de la pension alimentaire;

c) le montant déterminé selon l'alinéa 3(1)a) à l'égard des enfants visés par l'ordonnance;

d) le montant déterminé selon l'alinéa 3(2)b) à l'égard de tout enfant majeur;

e) le détail des dépenses visées au paragraphe 7(1), le nom de l'enfant auquel elles se rapportent et leur montant ou si elles doivent être engagées et que le montant n'est pas encore déterminé, la partie des dépenses à être payée relatif à ce montant;

f) la date à laquelle le capital ou le premier paiement de la pension est payable et le jour du mois — ou de toute autre période — où les paiements subséquents doivent être faits.

MODIFICATION DE L'ORDONNANCE ALIMENTAIRE

Changement de situation

12 L'un ou l'autre des changements suivants constitue un changement de situation pour l'application du paragraphe 42(2.1) de la loi :

a) dans le cas d'une pension alimentaire dont tout ou partie du montant a été déterminé selon la table, tout changement qui amènerait une modification de l'ordonnance;

b) dans le cas d'une pension alimentaire dont le montant n'a pas été déterminé selon la table, tout

a table, any change in the condition, means, needs, or other circumstances of either parent or of any child who is entitled to child support.

changement dans les ressources, les besoins ou, d'une façon générale, dans la situation de l'un ou l'autre des parents ou de tout enfant ayant droit à une pension alimentaire.

INCOME

Determination of annual income

13(1) Subject to subsection (2), a parent's annual income is to be determined in accordance with sections 16 to 20.

(2) If both parents agree in writing on the annual income of a parent, the court may consider that amount to be the parent's income for the purposes of these Guidelines, if the court thinks that the amount is reasonable having regard to the information provided under section 21.

Calculation of annual income

14 Subject to sections 17 to 20, a parent's annual income is to be determined using the sources of income set out under the heading "Total income" in the T1 General form issued by Revenue Canada and is to be adjusted in accordance with Schedule 3.

Pattern of income

15 The amount of income from a source of income under section 16 is the amount of income from that source that the court is satisfied that the parent will likely receive in the current year. In determining that amount, if the court concludes that the parent's current income from a source would not provide the fairest determination of the parent's income from that source for the current year, the court may take into consideration the parent's income from that source over the last three years and determine an amount that is fair and reasonable in light of any pattern of income or fluctuation in income over the previous three years.

Shareholder, director, or officer

16(1) If a parent is a shareholder, director, or officer of a corporation and the court is of the opinion that the amount of the parent's annual income as determined under section 16 does not fairly reflect all the money available to the parent for the payment of child support, the court may consider the situations described in section 17 and determine the parent's annual income to include

(a) all or part of the pre-tax income of the

REVENU

Détermination du revenu annuel

13(1) Sous réserve du paragraphe (2), le revenu annuel du parent est déterminé conformément aux articles 16 à 20.

(2) Si les parents s'entendent, par écrit, sur le revenu annuel de l'un d'eux, le tribunal peut, s'il juge que ce montant est raisonnable compte tenu des renseignements fournis en application de l'article 21, considérer ce montant comme le revenu du parent pour l'application des présentes lignes directrices.

Calcul du revenu annuel

14 Sous réserve des articles 17 à 20, le revenu annuel du parent est déterminé en utilisant les sources de revenu figurant sous la rubrique « Revenu total » dans la formule T1 Générale établie par Revenu Canada, et est rajusté conformément à l'annexe 3.

Tendance du revenu

15 Le montant du revenu, selon une source du revenu en application de l'article 16, est celui dont le tribunal croit que le parent est susceptible de recevoir au cours du présent exercice. Le tribunal, lorsqu'il doit décider du montant et arrive à la conclusion que le présent revenu d'une source ne représente pas une détermination équitable du revenu du parent en provenance de cette source pour le présent exercice, peut rajuster le revenu de cette source au cours des trois dernières années et décider d'un montant juste et raisonnable à la lumière des tendances et des fluctuations de revenus au cours de cette période.

Actionnaires, administrateurs ou dirigeants

16(1) Si le parent est un actionnaire, administrateur ou dirigeant d'une société, le tribunal peut, s'il est d'avis que son revenu annuel déterminé conformément à l'article 16 ne correspond pas fidèlement aux sommes disponibles pour payer une pension alimentaire pour enfants, tenir compte des situations visées à l'article 17 et inclure dans le revenu annuel :

a) soit tout ou partie du montant de profit avant

corporation, and of any corporation that is related to that corporation, for the most recent taxation year; or

(b) an amount commensurate with the services that the parent provides to the corporation, provided that the amount does not exceed the corporation's pre-tax income.

(2) In determining the pre-tax income of a corporation for the purposes of subsection (1), all amounts paid by the corporation as salaries, wages, or management fees, or other payments or benefits, to or on behalf of persons with whom the corporation does not deal at arm's length must be added to the pre-tax income, unless the parent establishes that the payments were reasonable in the circumstances.

Imputing income

17(1) The court may impute such amount of income to a parent as it considers appropriate in the circumstances. The circumstances to be considered include

(a) the parent is intentionally under-employed or unemployed, other than where the under-employment or unemployment is required by the needs of any child or by the reasonable educational or health needs of the parent;

(b) the parent is exempt from paying federal or provincial income tax;

(c) the parent lives in a country that has effective rates of income tax that are significantly lower than those in Canada;

(d) it appears that income has been diverted which would affect the level of child support to be determined under these Guidelines;

(e) the parent's property is not reasonably utilised to generate income;

(f) the parent has failed to provide income information when under a legal obligation to do so;

(g) the parent unreasonably deducts expenses from income;

(h) the parent derives a significant portion of income from dividends, capital gains, or other

impôt de la société, et de toutes autres sociétés avec lesquelles elle est liée, pour la dernière année d'imposition;

b) soit un montant correspondant à la valeur des services qu'il fournit à la société, jusqu'à concurrence du montant de profit avant impôt de celle-ci.

(2) Aux fins de la détermination du profit avant impôt d'une société en application du paragraphe (1), les montants qu'elle paie, au titre notamment des salaires, rémunérations, frais de gestion ou avantages, aux personnes avec lesquelles elle a un lien de dépendance, ou au nom de celles-ci, sont ajoutés au profit avant impôt de la société, à moins que le parent n'établisse qu'ils sont raisonnables dans les circonstances.

Attribution de revenu

17(1) Le tribunal peut attribuer au parent le montant de revenu qu'il juge indiqué, notamment dans les cas suivants :

a) le parent a choisi de ne pas travailler ou d'être sous-employé, sauf s'il a fait un tel choix lorsque l'exigent les besoins d'un enfant à charge ou de tout autre enfant mineur ou des circonstances raisonnables liées à sa santé ou la poursuite d'études par lui;

b) il est exempté de l'impôt fédéral ou provincial;

c) il vit dans un pays où les taux d'imposition effectifs sont considérablement inférieurs à ceux en vigueur au Canada;

d) des revenus semblent avoir été détournés, ce qui aurait pour effet d'influer sur le montant de l'ordonnance alimentaire à déterminer en application des présentes lignes directrices;

e) les biens du parent ne sont pas raisonnablement utilisés pour gagner un revenu;

f) il n'a pas fourni les renseignements sur le revenu qu'il est légalement tenu de fournir;

g) il déduit de façon déraisonnable des dépenses de son revenu;

h) il tire une portion considérable de son revenu de dividendes, de gains en capital ou d'autres

sources that are taxed at a lower rate than employment or business income or that are exempt from tax; and

(i) the parent is a beneficiary under a trust and is or will be in receipt of income or other benefits from the trust.

(2) For the purpose of paragraph (1) (g), the reasonableness of an expense deduction is not solely governed by whether the deduction is permitted under the *Income Tax Act* (Canada).

Non-resident

18 If a parent is not a resident of Canada, the parent's annual income is determined as though the parent were a resident of Canada.

INCOME INFORMATION

Obligation of applicant

19(1) A parent who is applying for an order for child support and whose income information is necessary to determine the amount of the order must include with the application

(a) a copy of every personal income tax return filed by the parent for each of the three most recent taxation years;

(b) a copy of every notice of assessment or re-assessment issued to the parent for each of the three most recent taxation years;

(c) if the parent is an employee, the most recent statement of earnings indicating the total earnings paid in the year to date, including overtime or, where such a statement is not provided by the employer, a letter from the parent's employer setting out that information including the parent's rate of annual salary or remuneration;

(d) if the parent is self-employed, for the three most recent taxation years,

(i) the financial statements of the parent's business or professional practice, other than a partnership, and

(ii) a statement showing a breakdown of all

sources qui sont imposés à un taux moindre que le revenu d'emploi ou d'entreprise ou qui sont exempté d'impôt;

(i) il reçoit ou recevra un revenu ou d'autres avantages à titre de bénéficiaire d'une fiducie.

(2) Pour l'application de l'alinéa (1)g), une déduction n'est pas nécessairement considérée comme raisonnable du seul fait qu'elle est permise en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

Non-résident

18 Le revenu annuel du parent qui ne réside pas au Canada est déterminé comme s'il y résidait.

RENSEIGNEMENTS SUR LE REVENU

Obligation du demandeur

19(1) Le parent qui présente une demande d'ordonnance alimentaire et dont les renseignements sur le revenu sont nécessaires pour en déterminer le montant doit joindre à sa demande :

a) une copie de ses déclarations de revenus personnelles, pour les trois dernières années d'imposition;

b) une copie de ses avis de cotisation ou de nouvelle cotisation, pour les trois dernières années d'imposition;

c) s'il est un employé, le relevé de paye le plus récent faisant état des gains cumulatifs pour l'année en cours, y compris les payes de surtemps ou, si un tel relevé n'est pas fourni par l'employeur, une lettre de celui-ci précisant ces renseignements et le salaire ou la rémunération annuels de l'employé;

d) s'il est un travailleur indépendant, pour les trois dernières années d'imposition :

(i) les états financiers de son entreprise ou de sa pratique professionnelle, sauf s'il s'agit d'une société de personnes,

(ii) un relevé de la répartition des montants payés, au titre notamment des salaires,

salaries, wages, management fees or other payments or benefits paid to, or on behalf of, persons or corporations with whom the parent does not deal at arm's length;

(e) if the parent is a partner in a partnership, confirmation of the parent's income and draw from, and capital in, the partnership for its three most recent taxation years;

(f) if the parent controls a corporation, for its three most recent taxation years,

(i) the financial statements of the corporation and its subsidiaries, and

(ii) a statement showing a breakdown of all salaries, wages, management fees or other payments or benefits paid to, or on behalf of, persons or corporations with whom the corporation, and every related corporation, does not deal at arm's length;

(g) if the parent is a beneficiary under a trust, a copy of the trust settlement agreement and copies of the trust's three most recent financial statements;

(h) where the parent receives income from a source other than (c) to (g), the most recent statement of income indicating the total amount paid in the year to date, including the amount of the parent's employment insurance, social assistance, pension, workers' compensation, disability payments, or such other benefits or income as may apply, or where such a statement is not provided, a letter from the applicable source of income stating the required information and

(i) a sworn statement of the personal net worth of the parent showing the value of all of the parent's assets and liabilities.

(2) A parent who is served with an application for a child support order and whose income information is necessary to determine the amount of the order, must, within 30 days after the application is served, if the parent resides in Canada or the United States, or within 60 days, if the parent resides elsewhere, or such other time as the court specifies, provide the court and the applicant with the documents referred to in subsection (1).

rémunérations, frais de gestion ou avantages, à des particuliers ou sociétés avec qui il a un lien de dépendance, ou au nom de ceux-ci;

e) s'il est membre d'une société de personnes, une attestation du revenu qu'il en a tiré, des prélèvements qu'il en a faits et des fonds qu'il y a investis, pour les trois dernières années d'imposition de la société;

f) s'il contrôle une société, pour les trois dernières années d'imposition de celle-ci :

(i) les états financiers de celle-ci et de ses filiales,

(ii) un relevé de la répartition des montants payés, au titre notamment des salaires, rémunérations, frais de gestion ou avantages, à des particuliers ou sociétés avec qui la société ou toute société liée a un lien de dépendance, ou au nom de ceux-ci;

g) s'il est bénéficiaire d'une fiducie, une copie de l'acte constitutif de celle-ci et de ses trois derniers états financiers;

h) s'il reçoit un revenu d'une source autre que celles mentionnées aux alinéas c) à g), le plus récent état du revenu, faisant état des gains cumulatifs pour l'année en cours, comprenant tout montant reçu à titre d'assurance-emploi, d'aide sociale, de rentes, d'indemnisations pour des accidents de travail ou d'invalidité, ou tout autre avantage ou revenu qui peut s'appliquer; lorsqu'un tel état du revenu n'est pas fourni, une lettre en provenance de l'entité à la source du revenu faisant état des renseignements requis;

i) une déclaration assermentée faisant état de sa valeur nette et indiquant la valeur de son actif et de son passif.

(2) Le parent qui se fait signifier une demande d'ordonnance alimentaire et dont les renseignements sur le revenu sont nécessaires pour en déterminer le montant doit fournir au tribunal ainsi qu'au demandeur de la créance alimentaire, les documents visés au paragraphe (1) dans les 30 jours suivant la date de la signification, s'il réside au Canada ou aux États-Unis, ou dans les 60 jours suivant cette date, s'il réside ailleurs, ou encore dans tout autre

(3) If, in the course of proceedings in respect of an application for an order for child support , a parent requests an amount to cover expenses referred to in subsection 7(1) or pleads undue hardship, the parent who would be receiving the amount of child support must, within 30 days after the amount is sought or undue hardship is pleaded, if the parent resides in Canada or the United States, or within 60 days, if the parent resides elsewhere, or such other time limit as the court specifies, provide the court and the other party with the documents referred to in subsection (1).

(4) If, in the course of proceedings in respect of an application for a child support order , it is established that the income of the parent who would be paying the amount of child support is greater than $150,000, the other parent must, within 30 days after the income is established to be greater than $150,000, if the other parent resides in Canada or the United States, or within 60 days, if the other parent resides elsewhere, or such other time limit as the court specifies, provide the court and the parent with the documents referred to in subsection (1).

Failure to comply

20 Where a parent fails to comply with section 21, the other parent or party may apply,

(a) to have the application for the child support order set down for a hearing, or move for judgement; or

(b) for an order requiring the parent to comply with the section.

Adverse inference

21 If the court proceeds to a hearing on the basis of an application under section 22, the court may draw an adverse inference against the parent who failed to comply and impute income to that parent in such amount as it considers appropriate.

Failure to comply with court order

22(1) If a parent fails to comply with an order issued on the basis of an application under paragraph 22(b), the court may,

(a) strike out any of the parent's pleadings;

délai fixé par le tribunal.

(3) Si, dans le cadre d'une procédure relative à une demande d'ordonnance alimentaire, un parent demande un montant pour des dépenses visées au paragraphe 7(1) ou invoque des difficultés excessives, le parent qui aurait droit au montant de la pension alimentaire doit fournir au tribunal et à l'autre partie les documents visés au paragraphe (1) dans les 30 jours suivant la date de la demande du montant pour dépenses ou de l'allégation des difficultés excessives, s'il réside au Canada ou aux États-Unis, ou dans les 60 jours suivant cette date, s'il réside ailleurs, ou encore dans tout autre délai fixé par le tribunal.

(4) Si, dans le cadre d'une procédure relative à une demande d'ordonnance alimentaire, il est établi que le revenu du parent faisant l'objet de la demande est supérieur à 150 000 $, l'autre parent doit fournir à celui-ci et au tribunal les documents visés au paragraphe (1) dans les 30 jours suivant l'établissement du montant de ce revenu, s'il réside au Canada ou aux États-Unis, ou dans les 60 jours suivant cette date, s'il réside ailleurs, ou encore dans tout autre délai fixé par le tribunal.

Défaut de fournir des renseignements

20 Si le parent ne se conforme pas à l'article 21, l'autre parent ou partie peut demander :

a) que la cause concernant la demande d'ordonnance alimentaire soit inscrite au rôle pour instruction ou qu'un jugement soit rendu;

b) que soit rendue une ordonnance enjoignant au parent de se conformer au présent article.

Conclusion défavorable

21 Lorsque le tribunal procède à l'instruction par suite d'une demande faite en vertu de

l'article 22, il peut tirer une conclusion défavorable au parent en défaut et lui attribuer le montant de revenu qu'il juge indiqué.

Défaut de se conformer à l'ordonnance

22(1) Si le parent ne se conforme pas à l'ordonnance rendue par suite d'une demande faite en vertu de l'alinéa 22b), le tribunal peut :

a) rejeter tout acte de procédure du parent en défaut;

(b) make a contempt order against the parent; and

(c) proceed to a hearing, in the course of which it may draw an inference adverse to the parent and impute to that parent income in such amount as it considers appropriate.

(2) If a court makes an order under paragraph 22(a) or (b), the court may impose costs of the proceedings against the parent who failed to comply with section 21 and award those costs to the other parent or party up to an amount that compensates them for their costs incurred in the proceedings.

Continuing obligation to provide income information

23(1) The financial statement that is required under section 43(3) of the Act must include

(a) the documents referred to in subsection 21(1) for any of the three most recent taxation years for which the parent has not previously provided the documents;

(b) as applicable, any current information, in writing, about the status of any expenses included in the order pursuant to subsection 7(1); and

(c) as applicable, any current information, in writing, about the circumstances relied on by the court in a determination of undue hardship.

(2) If a court has determined that the parent against whom an order for child support is sought does not have to pay child support because his or her income level is below the minimum amount required for application of the tables, that parent must, on the written request of the other parent or party, not more than once a year after the determination and as long as the child is a child within the meaning of these Guidelines, provide the other parent or party with the documents referred to in subsection 21(1) for any of the three most recent taxation years for which they have not previously supplied the documents.

(3) If information about the income of the parent in favour of whom an order for child support is made is used to determine the amount of the order, that parent must, on the written request of the other parent or party, not more than once a year after the making of the order and as long

b) rendre contre celui-ci une ordonnance d'outrage au tribunal;

c) procéder à l'instruction, au cours de laquelle il peut tirer une conclusion défavorable à celui-ci et lui attribuer le montant de revenu qu'il juge indiqué.

(2) Lorsqu'un tribunal émet une ordonnance en vertu des paragraphes 22a) ou b), il peut adjuger les dépens à l'encontre du parent qui a fait défaut de se conformer à l'article 21 et les accorder à l'autre parent ou partie jusqu'à concurrence d'un montant couvrant tous les frais relatifs à la procédure.

Obligation continuelle de fournir des renseignements

23(1) L'état financier qui doit être déposé en vertu de l'article 43 de la loi doit contenir :

a) les documents visés au paragraphe 21(1) pour les trois dernières années d'imposition, sauf celles pour lesquelles ils ont déjà été fournis;

b) le cas échéant, par écrit, des renseignements à jour sur l'état des dépenses qui sont prévues dans l'ordonnance en vertu du paragraphe 7(1);

c) le cas échéant, par écrit, des renseignements à jour sur les circonstances sur lesquelles s'est fondé le tribunal pour établir l'existence de difficultés excessives.

(2) Si le tribunal détermine que le parent faisant l'objet de la demande d'ordonnance alimentaire n'a rien à payer de pension alimentaire étant donné que son revenu est inférieur au seuil prévu pour l'application des tables, ce parent doit, sur demande écrite de l'autre parent ou partie, au plus une fois par année après la détermination et tant que l'enfant est un enfant au sens des présentes lignes directrices, lui fournir les documents visés au paragraphe 21(1) pour les trois dernières années d'imposition, sauf ceux qui l'ont déjà été.

(3) Si des renseignements sur le revenu du parent en faveur duquel a été rendue l'ordonnance alimentaire servent à en déterminer le montant, ce parent doit, sur demande écrite du débiteur alimentaire, au plus une fois par année après le prononcé de l'ordonnance et tant que

as the child is a child within the meaning of these Guidelines, provide the other parent or party with the documents and information referred to in subsection (1).

(4) Where a parent or other party requests information from the other parent under any of subsections (1) to (3) and the income information of the requesting parent is used to determine the amount of the order, the requesting parent must include the documents and information referred to in subsection (1) with the request.

(5) A parent who receives a request made under any of subsections (1) to (3) must provide the required documents within 30 days after the request receiving the request, if they reside in Canada or the United States, and within 60 days after receiving the request, they reside elsewhere.

(6) A request made under any of subsections (1) to (3) is deemed to have been received 10 days after it is sent by ordinary mail.

(7) If the parent has failed to comply with any of subsections (1) to (3), the court may

(a) hold them to be in contempt of court and impose costs of the proceedings against them and award those costs to the other parent or party up to an amount that compensates that parent or party for their costs incurred in the proceedings, or

(b) make an order requiring them to comply with the subsection.

(8) A provision in a judgement, order, or agreement purporting to limit a parent's obligation to provide documents under this section is unenforceable.

l'enfant est un enfant au sens des présentes lignes directrices, lui fournir les documents et renseignements visés au paragraphe (1).

(4) Le parent ou une autre partie qui fait une demande en application de l'un des paragraphes (1) à (3) et dont les renseignements sur le revenu servent à déterminer le montant de l'ordonnance alimentaire doit joindre à sa demande les documents et renseignements visés au paragraphe (1).

(5) Le parent qui reçoit une demande en application de l'un des paragraphes (1) à (3) doit fournir les documents requis dans les 30 jours suivant la date de réception de la demande, s'il réside au Canada ou aux États-Unis, ou dans les 60 jours suivant cette date, s'il réside ailleurs.

(6) Le parent est présumé avoir reçu la demande, soumise en application de l'un des paragraphe (1) à (3), dix jours après son envoi par courrier ordinaire.

(7) Si le parent ne se conforme pas à l'un des paragraphes (1) à (3), le tribunal peut :

a) soit considérer le défaut comme un outrage au tribunal et adjuger les dépens au demandeur, jusqu'à concurrence d'un montant couvrant tous les frais relatifs à la procédure;

b) rendre une ordonnance l'enjoignant de se conformer au paragraphe en question.

(8) Toute disposition dans un jugement, ordonnance ou entente visant à restreindre l'obligation d'un parent de fournir des documents conformément au présent article est inexécutoire.

SCHEDULE 1

CHILD SUPPORT TABLES

1 Schedule I of the Federal Child Support Guidelines established under section 26.1 of the *Divorce Act* (Canada), as amended from time to time, is adopted for the purposes of, and forms part of, these guidelines.

2 In applying Schedule I of the Federal Child Support Guidelines, a reference to "spouse" is to be read as a reference to "parent" as defined in the *Family Property and Support Act*.

ANNEXE 1

TABLE DE PENSIONS ALIMENTAIRES POUR ENFANTS

1 L'annexe I des Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants établies en vertu de l'article 26.1 de la *Loi sur le divorce* (Canada) et ses modifications, est adoptée aux fins des présentes lignes directrices et en fait partie.

2 Aux fins d'application de l'annexe I des Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants, la mention d'« époux » vaut une mention de « parent » au sens de la *Loi sur le patrimoine familial et l'obligation alimentaire*.

SCHEDULE 2

TEST FOR COMPARISON OF HOUSEHOLD STANDARDS OF LIVING

1 Schedule II of the Federal Child Support Guidelines established under section 26.1 of the *Divorce Act* (Canada), as amended from time to time, is adopted for the purposes of, and forms part of, these guidelines.

2 In applying Schedule II of the Federal Child Support Guidelines, a reference to "spouse" is to be read as a reference to "parent" as defined in the *Family Property and Support Act*.

ANNEXE 2

MÉTHODE DE COMPARAISON DES NIVEAUX DE VIE DES MÉNAGES

1 L'annexe II des Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants établies en vertu de l'article 26.1 de la *Loi sur le divorce* (Canada) et ses modifications, est adoptée aux fins des présentes lignes directrices et en fait partie.

2 Aux fins d'application de l'annexe II des Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants, la mention d'« époux » vaut une mention de « parent » au sens de la *Loi sur le patrimoine familial et l'obligation alimentaire*.

SCHEDULE 3

ADJUSTMENTS TO INCOME

1 Schedule III of the Federal Child Support Guidelines established under section 26.1 of the *Divorce Act* (Canada), as amended from time to time, is adopted for the purposes of, and forms part of, these guidelines.

2 In applying Schedule III of the Federal Child Support Guidelines, a reference to "spouse" is to be read as a reference to "parent" as defined in the *Family Property and Support Act*.

ANNEXE 3

RAJUSTEMENT DU REVENU

1 L'annexe III des Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants établies en vertu de l'article 26.1 de la *Loi sur le divorce* (Canada) et ses modifications, est adoptée aux fins des présentes lignes directrices et en fait partie.

2 Aux fins d'application de l'annexe II des Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants, la mention d'« époux » vaut une mention de « parent » au sens de la *Loi sur le patrimoine familial et l'obligation alimentaire*.

TABLE OF CONTENTS
FINANCIAL INFORMATION 2007-08 **PAGE**

Financial Summary	iv
Budgetary Income Summary by Source	vi
Territorial Revenue by Source, 2007-08 (Chart)	viii
Operation and Maintenance and Capital Recoveries Summary by Department/Corporation	ix
Major Territorial and Provincial Tax Rates	x
Total Expenditures by Department/Corporation	xii
Government of Yukon O&M and Capital Expenditures, 2007-08 Budget (Chart)	xiii
Operation and Maintenance Expenditure Summary by Department/Corporation	xiv
Capital Expenditure Summary by Department/Corporation	xv
Tangible Capital Assets and Work-in-Progress Expenditures	xvi
Changes in Tangible Capital Assets and Amortization	xvii
Main Estimates Historical Comparison	xviii
Government of Yukon O&M and Capital Expenditures, 2001-02 to 2007-08 (Chart)	xix

FINANCIAL SUMMARY [1]
($000s)

	2007-08 ESTIMATE	2006-07 FORECAST	% CHANGE	2005-06 ACTUAL
Surplus (Deficit) for the Year				
Revenue:				
Territorial Revenue	**91,467**	91,564	0%	87,765
Recoveries	**139,053**	150,884	-8%	127,546
Transfers from Canada	**593,328**	609,580	-3%	584,133
Total Revenue	**823,848**	852,028	-3%	799,444
Less Expenses:				
Operation and Maintenance Expenditures	**649,406**	638,805	2%	583,038
Capital Expenditures	**212,328**	227,979	-7%	170,122
Loan Interest	**213**	357	-40%	360
Total Expenses	**861,947**	867,141	-1%	753,520
Adjustments:				
Plus: Effect of change in tangible capital assets	**20,718**	35,258		26,373
Plus: Lapses net of revotes	**5,976**	26,442		0
Plus: Retirement benefits plan amendment	**8,771**	0		0
Plus: Items transferred to Balance Sheet	**0**	0		(1,328)
Plus: Net profit restricted funds	**0**	0		2,826
Plus: Recoveries of prior years' expenditures	**0**	0		1,146
Surplus (Deficit) for the Year	**(2,634)**	46,587		74,941
Net Financial Resources				
Net financial resources, beginning of the year	**110,871**	99,542		48,239
Surplus (Deficit) for the year	**(2,634)**	46,587		74,941
Effect of change in tangible capital assets [2]	**(20,718)**	(35,258)		(23,648)
Effect of change in other non-financial assets	**0**	0		10
Net financial resources, end of the year (A)	**87,519**	110,871		99,542
Non-financial assets				
Net opening balance, beginning of the year	**424,088**	388,830		365,192
Effect of change in tangible capital assets	**20,718**	35,258		23,648
Effect of change in other non-financial assets	**0**	0		(10)
Net non-financial resources, end of the year (B)	**444,806**	424,088		388,830
ACCUMULATED SURPLUS (A + B)	**532,325**	534,959		488,372

(1) Restated 2006-07 Forecast and 2005-06 Actual to be consistent with the 2007-08 Estimate presentation.

(2) Includes changes in tangible capital assets of Fleet Vehicle Agency, Queen's Printer Agency, Property Management Agency, and Road and Airport Equipment Reserve Fund.

FINANCIAL SUMMARY (Cont'd)
($000s)

	2007-08 ESTIMATE	2006-07 FORECAST	% CHANGE	2005-06 ACTUAL
NET EXPENDITURES:				
OPERATION AND MAINTENANCE:				
Gross Expenditures	**649,406**	638,805	2%	583,038
Less: Third-Party Recoveries	**18,125**	17,859	1%	19,503
Less: Recoveries from Canada	**40,387**	39,891	1%	40,150
NET O & M EXPENDITURES	**590,894**	581,055	2%	523,385
CAPITAL:				
Gross Expenditures	**212,328**	227,979	-7%	170,122
Less: Third-Party Recoveries	**61,332**	74,550	-18%	50,435
Less: Recoveries from Canada	**18,951**	18,337	3%	16,904
NET CAPITAL EXPENDITURES	**132,045**	135,092	-2%	102,783
LOAN INTEREST:				
Gross Expenditures	**213**	357	-40%	360
Less: Third-Party Recoveries	**258**	247	4%	554
NET LOAN INTEREST	**(45)**	110	-141%	(194)
LOAN PRINCIPAL:				
Gross Expenditures	**3,154**	572	451%	0
Less: Third-Party Recoveries	**566**	770	-26%	756
NET LOAN PRINCIPAL	**2,588**	(198)	-1407%	(756)
LOAN CAPITAL:				
Gross Expenditures	**5,000**	5,000	0%	0
Less: Third-Party Recoveries	**5,000**	5,000	0%	0
NET LOAN CAPITAL	**0**	0	0%	0

BUDGETARY INCOME SUMMARY BY SOURCE

SOURCE	2007-08 ESTIMATE		2006-07 FORECAST		2005-06 ACTUAL	
TERRITORIAL REVENUE	**$000s**	**%**	**$000s**	**%**	**$000s**	**%**
TAX REVENUE						
Personal Income Tax	**41,162**	**5.0**	42,500	5.0	41,214	5.2
Corporate Income Tax	**9,698**	**1.2**	4,080	0.5	1,986	0.2
Property Tax	**2,300**	**0.3**	2,478	0.3	2,260	0.3
Grant-in-Lieu of Property Tax	**140**	**0.0**	143	0.0	173	0.0
Fuel Oil Tax - Diesel	**2,805**	**0.3**	2,660	0.3	2,642	0.3
Fuel Oil Tax - Other	**3,704**	**0.4**	3,752	0.4	3,736	0.5
Insurance Premium Tax	**1,509**	**0.2**	1,442	0.2	1,453	0.2
Tobacco Tax	**6,940**	**0.8**	6,699	0.8	6,653	0.8
Liquor Tax	**2,998**	**0.4**	2,883	0.3	2,783	0.3
	71,256	**8.6**	66,637	7.8	62,900	7.9
OTHER REVENUE						
Liquor Profit	**6,108**	**0.7**	5,856	0.7	5,208	0.7
Investment Income and Other Interest	**3,975**	**0.5**	7,216	0.8	4,200	0.5
Licences, Fees, Registrations and Permits:						
Motor Vehicle	**3,337**	**0.4**	3,769	0.4	3,356	0.4
Game and Campground	**892**	**0.1**	892	0.1	921	0.1
Business and Professional	**1,978**	**0.2**	1,935	0.2	2,176	0.3
Lands, Mines and Forestry	**905**	**0.1**	855	0.1	1,288	0.2
Other	**866**	**0.1**	901	0.1	976	0.1
Oil and Gas Resource Revenue	**641**	**0.1**	2,016	0.2	4,146	0.5
Land and Mineral Leases and Royalties	**178**	**0.0**	198	0.0	209	0.0
Fines	**408**	**0.0**	408	0.0	386	0.0
Gain on Sale of Lots	**126**	**0.0**	126	0.0	847	0.1
Aviation Operations	**738**	**0.1**	661	0.1	707	0.1
Miscellaneous	**59**	**0.0**	94	0.0	445	0.1
	20,211	**2.5**	24,927	2.9	24,865	3.1
Subtotal Territorial Revenue	**91,467**	**11.1**	91,564	10.7	87,765	11.0
TRANSFERS FROM CANADA						
Canada Health Transfer	**22,461**	**2.7**	20,959	2.5	21,200	2.7
Canada Social Transfer	**9,582**	**1.2**	9,158	1.1	9,091	1.1
Other Transfers	**17,690**	**2.1**	62,645	7.4	59,702	7.5
Grant from Canada	**543,595**	**66.0**	516,818	60.7	494,140	61.8
Subtotal Transfers from Canada	**593,328**	**72.0**	609,580	71.5	584,133	73.1

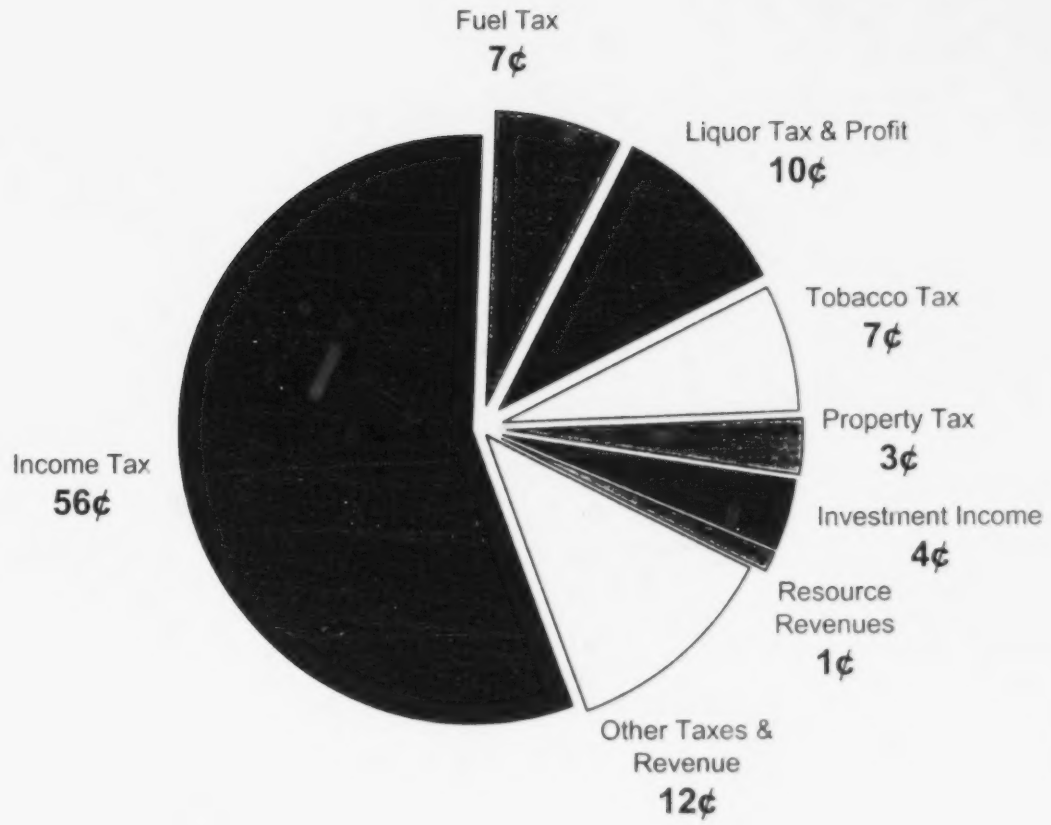
BUDGETARY INCOME SUMMARY BY SOURCE (Cont'd)

SOURCE	2007-08 ESTIMATE		2006-07 FORECAST		2005-06 ACTUAL	
RECOVERIES	**$000s**	**%**	**$000s**	**%**	**$000s**	**%**
Government of Canada						
Canadian Strategic Infrastructure Fund	**6,818**	**0.8**	7,968	0.9	4,503	0.6
Municipal Rural Infrastructure Fund	**4,818**	**0.6**	3,357	0.4	1,354	0.2
Yukon Housing Corporation	**7,449**	**0.9**	5,908	0.7	7,415	0.9
Child Welfare	**7,557**	**0.9**	7,557	0.9	7,469	0.9
Aboriginal Language Services	**1,100**	**0.1**	1,100	0.1	1,046	0.1
French Language Services	**1,550**	**0.2**	1,559	0.2	1,372	0.2
French Language Programs	**2,143**	**0.3**	2,134	0.3	2,034	0.3
Land Claims Implementation	**3,450**	**0.4**	3,004	0.4	4,368	0.5
Type II Mine Sites	**8,294**	**1.0**	6,748	0.8	6,466	0.8
Forestry	**150**	**0.0**	100	0.0	66	0.0
Young Offenders	**1,252**	**0.2**	1,252	0.1	1,303	0.2
Airports	**3,141**	**0.4**	2,123	0.2	1,721	0.2
Inuvialuit Final Agreement	**928**	**0.1**	971	0.1	920	0.1
Legal Aid	**934**	**0.1**	934	0.1	934	0.1
Other	**9,754**	**1.2**	13,513	1.6	16,083	2.0
	59,338	**7.2**	58,228	6.8	57,054	7.1
Third-Party Recoveries						
Alaska Highway (Shakwak)	**29,750**	**3.6**	42,000	4.9	29,161	3.6
Airports	**1,471**	**0.2**	1,530	0.2	2,318	0.3
Yukon Housing Corporation	**17,127**	**2.1**	15,899	1.9	12,403	1.6
Land Development	**16,680**	**2.0**	14,911	1.8	10,064	1.3
Reciprocal Billing	**1,775**	**0.2**	1,775	0.2	1,754	0.2
French Language Programs	**195**	**0.0**	188	0.0	181	0.0
Loan Interest Recovery	**258**	**0.0**	247	0.0	554	0.1
Other	**12,459**	**1.5**	16,106	1.9	14,057	1.8
	79,715	**9.7**	92,656	10.9	70,492	8.8
Subtotal Recoveries	**139,053**	**16.9**	150,884	17.7	127,546	16.0
TOTAL BUDGETARY INCOME (Total Territorial Revenue, Transfers from Canada and Recoveries)	**823,848**	**100.0**	852,028	100.0	799,444	100.0

GOVERNMENT OF YUKON

TERRITORIAL REVENUE BY SOURCE

2007-08



NOTE: Represents the portion by source of each dollar of locally raised revenue.

OPERATION AND MAINTENANCE AND CAPITAL RECOVERIES
SUMMARY BY DEPARTMENT / CORPORATION
($000s)

DEPARTMENT / CORPORATION	O & M RECOVERIES 2007-08 ESTIMATE	O & M RECOVERIES 2006-07 FORECAST	CAPITAL RECOVERIES 2007-08 ESTIMATE	CAPITAL RECOVERIES 2006-07 FORECAST
Yukon Legislative Assembly	**0**	10	**0**	0
Elections Office	**0**	0	**0**	0
Office of the Ombudsman	**0**	0	**0**	0
Executive Council Office	**4,550**	4,500	**0**	0
Community Services	**3,986**	3,734	**25,960**	28,486
Economic Development	**0**	0	**0**	1,475
Education	**4,740**	4,162	**0**	311
Energy, Mines and Resources	**9,468**	8,358	**580**	872
Environment	**1,367**	1,331	**100**	0
Finance	**16**	16	**250**	250
Health and Social Services	**17,868**	18,888	**1,125**	190
Highways and Public Works	**3,905**	3,930	**37,356**	48,997
Justice	**2,244**	2,397	**0**	10
Public Service Commission	**45**	45	**0**	0
Tourism and Culture	**383**	434	**276**	434
Women's Directorate	**0**	0	**0**	0
Yukon Housing Corporation	**9,940**	9,945	**14,636**	11,862
Total Recoveries	**58,512**	57,750	**80,283**	92,887

Note:
Restated 2006-07 Forecast to be consistent with the 2007-08 Estimate presentation.

MAJOR TERRITORIAL AND PROVINCIAL TAX RATES
March 2007 [A]

	PERSONAL INCOME TAX			CORPORATE INCOME TAX			COMMODITY TAXES			
	BASIC RATE %	TAX BRACKETS (TAX ON INCOME)	HIGH INCOME SURCHARGE % [B]	GENERAL RATE %	SMALL BUSINESS %	MANUFACTURING & PROCESSING %	RETAIL SALES %	TOBACCO ¢/25 cigs	UNLEADED GAS ¢/litre	DIESEL FUEL ¢/litre
Newfoundland	10.57	≤ $29,590	9.0	14.00	5.00	5.00	8.0 [C]	400.00	16.5	16.5
	16.16	$29,591 - 59,180								
	18.02	> $59,180								
Prince Edward Island	9.80	≤ $30,754	10.0	16.00	5.40	16.00	10.0	436.25	20.8 [D]	20.0
	13.80	$30,755 - 61,509								
	16.70	> $61,509								
New Brunswick	10.12	≤ $34,186 [E]	--	13.00	5.00	13.00	8.0 [C]	293.75	10.7	16.9
	15.48	$34,187 - 68,374								
	16.80	$68,375 - 111,161								
	17.95	>$111,161								
Nova Scotia	8.79	≤ $29,590	10.0	16.00	5.00	16.00	8.0 [C]	413.00	15.5	15.4
	14.95	$29,591 - 59,180								
	16.67	$59,181 - 93,000								
	17.50	>$93,000								
Quebec	16.00	≤ $29,284 [F]	--	9.90 [H]	8.00	9.90	7.5	257.50	15.2	16.2
	20.00	$29,285 - 58,579								
	24.00	> $58,579								
Ontario	6.05	≤ $35,488 [F]	20.0/36.0	14.00	5.50	12.00	8.0	308.75	14.7	14.3
	9.15	$35,489 - 70,976								
	11.16	> $70,976								
Manitoba	10.90	≤ $30,544	--	14.00	3.00	14.00	7.0	437.50	11.5	11.5
	13.00	$30,545 - 65,000								
	17.40	> $65,000								
Saskatchewan	11.00	≤ $38,405 [E]	--	14.00	4.50	10.00	5.0	457.50	15.0	15.0
	13.00	$38406 - 109,729								
	15.00	> $109,729								
Alberta	10.00	all income	--	10.00	3.00	10.00	--	400.00	9.0	9.0
British Columbia	5.70	≤ $34,397 [F]	--	12.00	4.50	12.00	7.0	447.50	14.5	15.0
	8.65	$34,398 - 68,794								
	11.10	$68,794 - 78,984								
	13.00	$78,985 - 95,909								
	14.70	> $95,909								
Northwest Territories	5.90	≤ $35,515 [E]	--	11.50	4.00	11.50	--	525.00	10.7/6.4 [H]	9.1
	8.60	$35,316 - 70,631								
	12.20	$70,732 - 114,830								
	14.05	>$114,830								
Nunavut	4.00	≤ $37,178 [E]	--	12.00	4.00	12.00	--	390.00	10.7/6.4 [H]	9.1
	7.00	$37,179 - 74,357								
	9.00	$74,358 - 120,887								
	11.50	>$120,887								
Yukon	7.04	≤ $37,178 [E]	5.0	15.00	4.00	2.50	--	330.00	6.2	7.2
	9.68	$37,179 - 74,357								
	11.44	$74,358 - 120,887								
	12.76	>$120,887								

Notes to Table:

A) Rate changes may have occurred since the time of the survey (March 2007). To determine current rates or upcoming rate changes, reference should be made to each jurisdiction's Department of Finance.

B) The following jurisdictions levy a surcharge on personal income tax:
Newfoundland, 9% of provincial tax in excess of $7,032
Prince Edward Island, 10% of provincial tax in excess of $5,200
Nova Scotia, 10% of provincial tax in excess of $10,000
Ontario, 20% of provincial tax in excess of $4,100 and 36% of provincial tax in excess of $5,065
Yukon, 5% of territorial tax in excess of $6,000.

C) Provincial share of Harmonized Sales Tax.

D) PEI tax rate for both gas and diesel includes 10% tax on the estimated wholesale price. The flat rate component is 11.5 ¢/litre, plus 10% ad valorem component. The tax rate changes on the first day of each month.

E) Income tax brackets are indexed using the Consumer Price Index.

F) Income tax brackets are indexed using the provincial rate of inflation.

G) The rate is 16.25% on non-active business income.

H) Northwest Territories and Nunavut have two tax rates for gasoline – for highway usage (10.7) and for off-highway usage (6.4). The 6.4 rate applies for communities not served by the highway system.

TOTAL EXPENDITURES BY DEPARTMENT / CORPORATION [1]

DEPARTMENT / CORPORATION	2007-08 ESTIMATE		2006-07 FORECAST		2005-06 ACTUAL	
	$000s	%	$000s	%	$000s	%
Yukon Legislative Assembly	4,301	0.5	4,189	0.5	3,651	0.5
Elections Office	440	0.1	749	0.1	257	0.0
Office of the Ombudsman	471	0.1	460	0.1	417	0.1
Executive Council Office	51,080	5.9	27,168	3.1	20,226	2.7
Community Services	97,071	11.3	118,379	13.7	92,245	12.2
Economic Development	15,839	1.8	19,648	2.3	13,263	1.8
Education	125,878	14.6	135,212	15.6	119,806	15.9
Energy, Mines and Resources	40,329	4.7	40,808	4.7	38,382	5.1
Environment	24,942	2.9	23,877	2.8	21,883	2.9
Finance	5,828	0.7	5,705	0.7	5,873	0.8
Health and Social Services	213,899	24.8	206,418	23.8	184,221	24.5
Highways and Public Works	151,517	17.6	160,712	18.5	145,641	19.3
Justice	46,558	5.4	41,951	4.8	40,191	5.3
Public Service Commission	30,847	3.6	31,290	3.6	23,931	3.2
Tourism and Culture	21,221	2.5	22,017	2.5	19,092	2.5
Women's Directorate	1,173	0.1	1,098	0.1	892	0.1
Yukon Development Corporation	0	0.0	450	0.1	0	0.0
Yukon Housing Corporation	30,340	3.5	26,653	3.1	23,189	3.1
Yukon Liquor Corporation	one dollar	0.0	one dollar	0.0	0	0.0
Total Expenditures	861,734	100.0	866,784	100.0	753,160	100.0

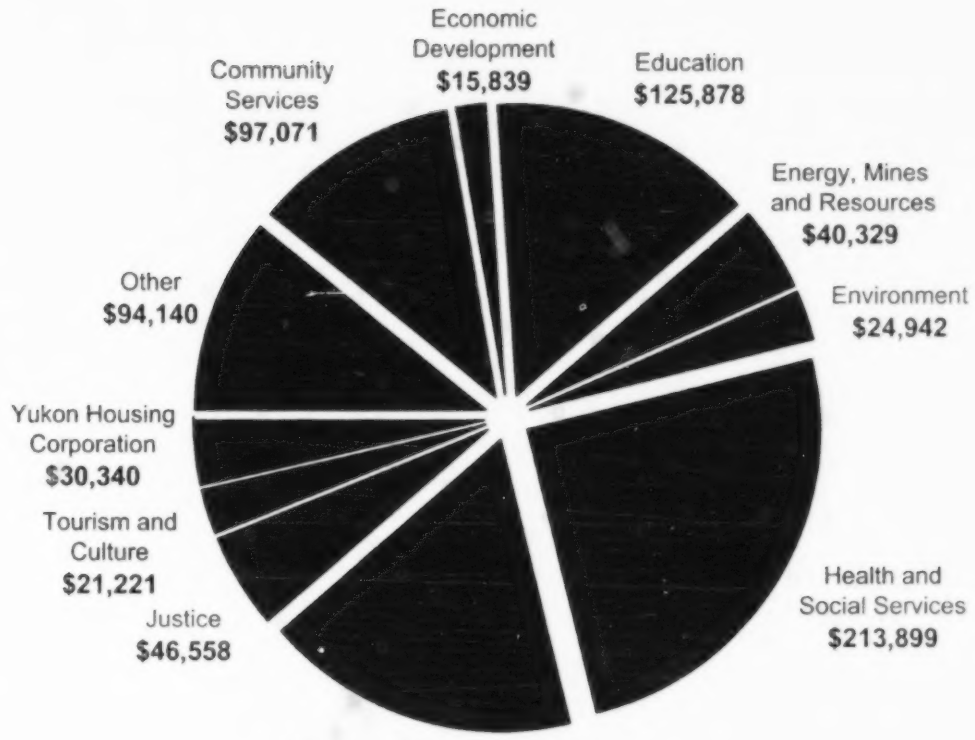
(1) Restated 2006-07 Forecast and 2005-06 Actual to be consistent with the 2007-08 Estimate presentation.

GOVERNMENT OF YUKON

O&M and CAPITAL EXPENDITURES BY DEPARTMENT

2007-08 BUDGET

$ THOUSANDS



"Other" includes Yukon Legislative Assembly, Elections Office, Office of the Ombudsman, Executive Council Office, Finance, Public Service Commission, Women's Directorate, Yukon Development Corporation and Yukon Liquor Corporation.

OPERATION AND MAINTENANCE [1]
EXPENDITURE SUMMARY BY DEPARTMENT / CORPORATION

DEPARTMENT / CORPORATION	2007-08 ESTIMATE		2006-07 FORECAST		2005-06 ACTUAL	
	$000s	**%**	**$000s**	**%**	**$000s**	**%**
Yukon Legislative Assembly	**4,261**	**0.7**	4,149	0.6	3,611	0.6
Elections Office	**435**	**0.1**	744	0.1	255	0.0
Office of the Ombudsman	**468**	**0.1**	453	0.1	403	0.1
Executive Council Office	**24,567**	**3.8**	19,608	3.1	16,434	2.8
Community Services	**51,434**	**7.9**	55,118	8.6	50,635	8.7
Economic Development	**6,405**	**1.0**	6,449	1.0	5,158	0.9
Education	**115,894**	**17.8**	114,298	17.9	107,200	18.4
Energy, Mines and Resources	**35,147**	**5.4**	35,233	5.5	33,135	5.7
Environment	**22,315**	**3.4**	20,774	3.3	19,649	3.4
Finance	**5,532**	**0.9**	5,408	0.8	5,602	1.0
Health and Social Services	**200,901**	**30.9**	197,940	31.0	175,705	30.1
Highways and Public Works	**79,185**	**12.2**	77,365	12.1	76,736	13.2
Justice	**42,786**	**6.6**	40,351	6.3	38,292	6.6
Public Service Commission	**30,781**	**4.7**	31,196	4.9	23,878	4.1
Tourism and Culture	**15,766**	**2.4**	16,067	2.5	14,314	2.5
Women's Directorate	**1,161**	**0.2**	1,094	0.2	883	0.2
Yukon Development Corporation	**one dollar**	**0.0**	one dollar	0.0	0	0.0
Yukon Housing Corporation	**12,368**	**1.9**	12,558	2.0	11,148	1.9
Yukon Liquor Corporation	**one dollar**	**0.0**	one dollar	0.0	0	0.0
Total Expenditures	**649,406**	**100.0**	638,805	100.0	583,038	100.0

(1) Restated 2006-07 Forecast and 2005-06 Actual to be consistent with the 2007-08 Estimate presentation.

CAPITAL [1]
EXPENDITURE SUMMARY BY DEPARTMENT / CORPORATION

DEPARTMENT / CORPORATION	2007-08 ESTIMATE		2006-07 FORECAST		2005-06 ACTUAL	
	$000s	**%**	**$000s**	**%**	**$000s**	**%**
Yukon Legislative Assembly	**40**	**0.0**	40	0.0	40	0.0
Elections Office	**5**	**0.0**	5	0.0	2	0.0
Office of the Ombudsman	**3**	**0.0**	7	0.0	14	0.0
Executive Council Office	**26,513**	**12.5**	7,560	3.3	3,792	2.2
Community Services	**45,637**	**21.5**	63,261	27.7	41,610	24.5
Economic Development	**9,434**	**4.4**	13,199	5.8	8,105	4.8
Education	**9,984**	**4.7**	20,914	9.2	12,606	7.4
Energy, Mines and Resources	**5,182**	**2.4**	5,575	2.4	5,247	3.1
Environment	**2,627**	**1.2**	3,103	1.4	2,234	1.3
Finance	**296**	**0.1**	297	0.1	271	0.2
Health and Social Services	**12,998**	**6.1**	8,478	3.7	8,516	5.0
Highways and Public Works	**72,332**	**34.1**	83,347	36.6	68,905	40.5
Justice	**3,772**	**1.8**	1,600	0.7	1,899	1.1
Public Service Commission	**66**	**0.0**	94	0.0	53	0.0
Tourism and Culture	**5,455**	**2.6**	5,950	2.6	4,778	2.8
Women's Directorate	**12**	**0.0**	4	0.0	9	0.0
Yukon Development Corporation	**0**	**0.0**	450	0.2	0	0.0
Yukon Housing Corporation	**17,972**	**8.5**	14,095	6.2	12,041	7.1
Total Expenditures	**212,328**	**100.0**	227,979	100.0	170,122	100.0

(1) Restated 2006-07 Forecast and 2005-06 Actual to be consistent with the 2007-08 Estimate presentation.

MAIN ESTIMATES

HISTORICAL COMPARISON

($000s)

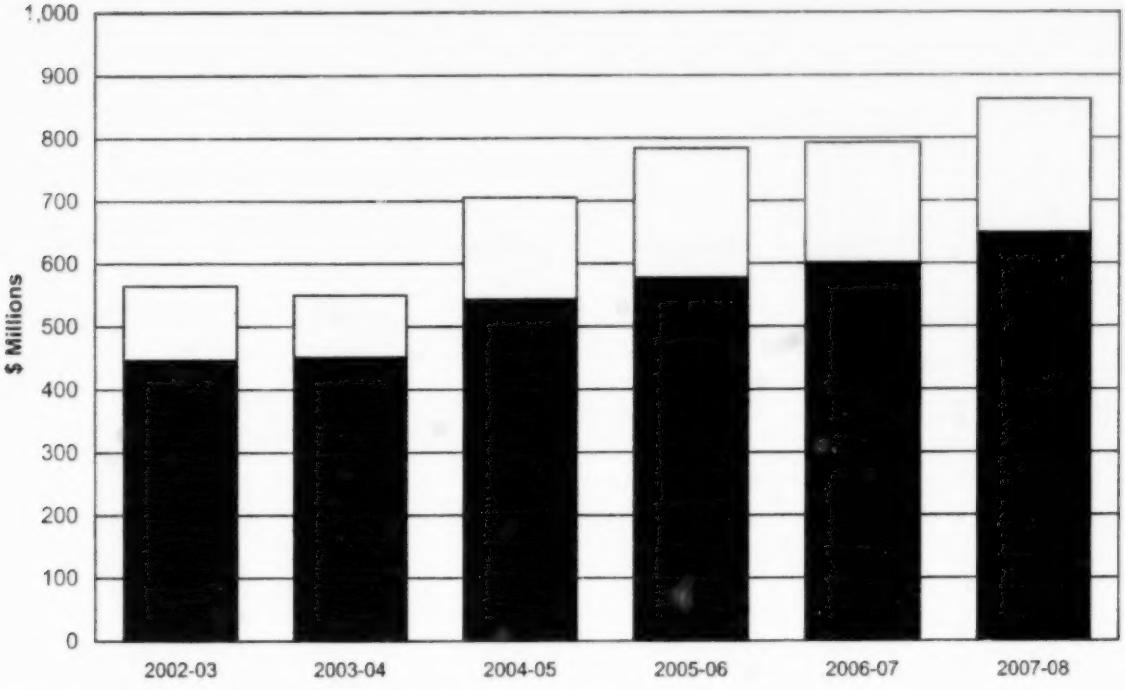
	O & M	CAPITAL	TOTAL
2007-08	**649,406**	**212,328**	**861,734**
2006-07	601,301	191,702	793,003
2005-06	577,663	206,420	784,083
2004-05	543,104	162,654	705,758
2003-04	451,326	98,693	550,019
2002-03	446,635	118,177	564,812
2001-02	428,188	106,963	535,151
2000-01	392,801	109,580	502,381
1999-00	384,217	94,314	478,531
1998-99	370,360	70,598	440,958
1997-98	363,363	88,583	451,946
1996-97	346,821	124,925	471,746
1995-96	343,735	145,112	488,847
1994-95	346,210	121,724	467,934
1993-94	352,485	128,298	480,783

Note: These figures reflect the voted expenditures as per the estimates for the relevant year and have not been restated for purposes of comparison.

GOVERNMENT OF YUKON

O & M and CAPITAL EXPENDITURES

2002-03 TO 2007-08



NOTE: These figures reflect the voted expenditures as per the Main Estimates for the relevant year and have not been restated for purposes of comparison.